qu'avec l'assentiment préalable écrit de la Partie cédante. Ledit assentiment doit préciser les conditions dans lesquelles l'uranium enrichi à plus de 20% ou le plutonium produits peuvent être entreposés.

3. L'une ou l'autre Partie ne doit pas refuser son assentiment à l'égard d'une question visée au paragraphe 1 ou 2 dans l'intention de s'assurer un avantage commercial.

4. Si l'une ou l'autre Partie s'estime dans l'impossibilité d'accorder son consentement à l'égard d'une question visée au paragraphe 1 ou 2, cette Partie donne immédiatement à l'autre Partie la possibilité de la consulter en tous points sur cette question.

ARTICLE IX

1. Les autorités gouvernementales compétentes des deux Parties se consultent annuellement, ou à tout autre moment à la demande de l'une des Parties, pour assurer l'exécution effective du présent Accord. L'une ou l'autre Partie peut inviter l'Agence à participer à ces consultations.

2. Sur demande, chaque Partie informe l'autre des conclusions globales du plus récent rapport fait par l'Agence au sujet de ses activités de vérification sur le territoire de ladite Partie en ce qui concerne les matières nucléaires assujetties au présent Accord.

3. Les autorités gouvernementales compétentes des deux Parties doivent convenir d'un arrangement administratif visant à assurer l'exécution effective des obligations contractées en vertu du présent Accord. Tout arrangement administratif intervenu en vertu du présent paragraphe peut être modifié avec l'assentiment des autorités gouvernementales compétentes des deux Parties.

4. Les frais engagés au titre des rapports et des documents que l'une ou l'autre Partie est tenue de fournir aux termes de l'arrangement administratif visé au paragraphe 3 doivent être assumés par la Partie qui est tenue de fournir les rapports ou documents.

5. Chaque Partie doit prendre toutes les précautions nécessaires, conformément à ses lois et règlements, pour préserver le caractère confidentiel de la technologie, des secrets commerciaux et industriels et de tout autre renseignement confidentiel reçu en vertu du présent Accord.

ARTICLE X

1. Dans le cas où:

- a) la Partie prenante fait exploser un dispositif nucléaire explosif; ou
- b) il est déterminé, conformément au paragraphe C de l'Article XII du Statut de l'Agence, qu'il y a eu violation ou répudiation d'un accord de garanties applicable conclu avec l'Agence par la Partie prenante;